

Nigeria/Politique

Le Parlement menace Buhari de destitution

AFP
Abuja/Nigeria

Le président est sommé d'adopter des mesures fortes pour endiguer la corruption et rétablir la sécurité dans le pays. Faute de quoi, les parlementaires n'hésiteront pas à recourir à leurs "pouvoirs constitutionnels".

LES parlementaires nigériens ont menacé hier le président Muhammadu Buhari de recourir à une procédure de destitution si des mesures fortes ne sont pas prises pour endiguer la corruption et rétablir la sécurité dans le pays, révélant des désaccords de plus en plus profonds avec l'exécutif.

Les deux chambres du Parlement ont affirmé dans une résolution que l'Assemblée nationale "n'hési-

tera pas à (recourir à) ses pouvoirs constitutionnels si rien n'est fait", après une "session conjointe" tenue à huis clos à Abuja.

La présidence n'a pas commenté dans l'immédiat la résolution publiée par le service de communication du président du Sénat Bukola Saraki, membre du All Progressive Congress (APC) au pouvoir.

Toutefois, le groupe parlementaire APC a dénoncé hier dans un communiqué la résolution adoptée "sans vote", à l'issue d'une réunion à laquelle ont pris part "presque exclusivement" des parlementaires de l'opposition.

M. Buhari, élu en 2015 sur la promesse de vaincre l'insurrection du groupe jihadiste Boko Haram et de lutter contre la corruption, voit son bilan très critiqué, alors qu'il espère se faire réélire à la présidentielle prévue l'an prochain.



Photo : AFP/L'Union

Alors qu'il espère se faire réélire l'an prochain, le président Muhammadu Buhari a vu hier se profiler la menace d'une destitution brandie par le Parlement.

Les combattants jihadistes, bien qu'affaiblis, continuent à mener des attaques sanglantes dans le nord-est, tandis que de violents affrontements entre agriculteurs et éleveurs pour l'accès à la terre secouent les Etats du centre depuis le début de l'année. Dans le Nord, des gangs multiplient enlèvements et

vol de bétail à grande échelle.

La résolution réclame notamment le limogeage des principaux responsables de la sécurité pour leur incapacité à protéger les vies et les biens privés. Le chef de la police fédérale, Ibrahim Idris, est ainsi accusé de "ne rien faire" pour empêcher les violences.

L'APC est majoritaire au sein des deux chambres du Parlement, mais l'action du gouvernement est de plus en plus critiquée jusque dans les rangs de son propre parti, déchiré par les dissensions internes.

Les médias nigériens font régulièrement état de la rivalité opposant M. Buhari et le président du Sénat, ancien cadre du Peoples Democratic Party (PDP, au pouvoir de 99 à 2015) passé à l'APC lors des dernières élections, à qui beaucoup prêtent des ambitions présidentielles.

Bukola Saraki a été convoqué dimanche par la police pour être interrogé sur son rôle présumé dans des braquages de banques ayant fait plus de 30 morts en avril, les principaux suspects arrêtés l'ayant désigné comme commanditaire.

Italie/Fête nationale

Les 72 ans de la République

R.H.A
Libreville/Gabon

LA communauté italienne du Gabon a célébré vendredi dernier le 72e anniversaire de la Péninsule.

Le 2 juin 1946 fut en effet jour de référendum qui mit fin au système monarchique et donna naissance à la République dans un pays dévasté par des violences.

La cérémonie s'est déroulée à la résidence de l'ambassadeur plénipotentiaire d'Italie Paolo De Nicolò, en présence des autorités gabonaises, dont la présidente de la Cour constitutionnelle Marie-Madeleine Mborantsuo, le ministre du Commerce David Mbadinga, les ministres délégués auprès du ministre de l'Équipement, des Infrastructures et des Mines, Paule Christiane



Photo : F. M. MOMBO

L'ambassadeur d'Italie Paolo De Nicolò gratifiant l'artiste Charmelle Seba de la médaille de chevalier de l'ordre de l'étoile d'Italie. Photo de droite : Les invités lors du cocktail dînatoire offert.

Gondi M'Bouala, et des Eaux et Forêts chargé de l'Environnement et du Développement durable, Léa Mikala.

Dans son propos, le diplomate a retracé le parcours de cet Etat durant ces 72 dernières années. D'après lui, ces années ont permis de bâtir "un processus d'intégration de profondeur inégalée dans le système international". Il est par ailleurs revenu sur le récent

discours du président Sergio Mattarella dans l'enceinte de l'Institut universitaire européen à Badia Fiesolana, en Toscane, lors de l'ouverture de la conférence sur "l'état de l'Union 2018, solidarité en Europe". Un moment au cours duquel Sergio Mattarella a rappelé qu'il "ne restait qu'un court bout de chemin à parcourir pour que toute la construction européenne soit à l'abri de



Photo : F. M. MOMBO

ces menaces, mais disons-le, il suffirait d'un temps encore plus court pour en saper les fondations". Ce, pour illustrer le vent de changement "qui souffle fort sur les institutions et la vie politique italiennes après les élections législatives du 4 mars dernier, en secouant plus le rôle des forces politiques traditionnelles avec un élan réformateur qui exprime par-dessus tout les besoins de secteurs sociaux en quête de majeures opportunités de croissance et de protection", a ajouté le plénipotentiaire. Il a en outre émis le vœu de voir cette aspiration au changement être renforcée

dans plusieurs domaines. Il est à noter que cette commémoration était la dernière du diplomate italien, qui est arrivé au terme de son séjour en terre gabonaise. Il l'a indiqué en remerciant les autorités gabonaises qui, depuis son arrivée en septembre 2014, n'ont cessé d'entretenir une parfaite relation avec lui durant sa mission. Le deuxième temps fort de cette cérémonie a été la distinction décernée à l'artiste Charmelle Seba. Laquelle s'est vue remettre les insignes de chevalier de l'ordre de l'étoile d'Italie pour les services rendus.

C'est arrivé...

Une voiturette contrôlée avec 9 adolescents à bord

CASSE-TÊTE mathématique et physique : comment entrer à neuf dans une mini-voiture ? Des adolescents français ont réussi le pari avant de se faire contrôler par les gendarmes.

Alors qu'elle était en poste de contrôle samedi soir près de Lyon (centre-est), une brigade motorisée a procédé aux signes réglementaires afin de contrôler une voiturette sans permis.

"Les gendarmes remarquent que la voiturette a du mal à s'arrêter et pour cause, neuf adolescents sont entassés à l'intérieur !", ont raconté les militaires sur leurs

pages Twitter et Facebook.

Partis "chercher des glaces", "trois des adolescents sont assis à l'avant et six autres ont pris place dans le coffre !", détaillent-ils.

"Après un bon savon des parents" venus récupérer leur progéniture, les adolescents ont regagné leur domicile "sans les glaces qui, elles, avaient fondu, mais avec quelques prunes !", notent les gendarmes, qui précisent avoir procédé à une "verbalisation pédagogique" avec seulement deux contraventions notifiées sur les sept constatées.

... près de Lyon (France)



Photo : F. M. MOMBO

Les officiels posant avec l'ambassadeur d'Italie, De Nicolò

L'Afrique en bref

• **Centrafrique-Libye / Crise. Le Drian chez Sassou et Deby**

Le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian s'entretiendra de la Centrafrique et de la Libye ce jeudi avec les présidents congolais Denis Sassou Nguesso à Brazzaville et tchadien Idriss Déby Itno à N'Djamena, a-t-on annoncé de source diplomatique française.

• **Kenya/Attaque. Cinq policiers tués dans l'est**

Cinq policiers kenyans ont été tués hier dans l'explosion d'une mine artisanale au passage de leur véhicule à Liboi, dans l'est du Kenya, près de la frontière avec la Somalie, a annoncé un responsable gouvernemental, évoquant une attaque.

• **Tunisie/Politique. Le ministre de l'Intérieur limogé**

Le ministre de l'Intérieur tunisien Lotfi Brahem a été limogé et sera remplacé, par intérim, par le ministre de la Justice Ghazi Jribi, ont annoncé hier les services du chef du gouvernement.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentat. Deux morts dans le nord**

L'explosion d'une bombe dans un centre d'enregistrement pour les législatives a fait au moins deux morts dans le nord de l'Afghanistan, la dernière attaque en date contre la préparation de ces élections prévues pour octobre.

• **France/Politique. Hulot dit rester au gouvernement**



Photo : AFP

Le ministre français de la Transition écologique, Nicolas Hulot, a déclaré mardi qu'il allait rester au gouvernement dont il est l'un des membres les plus populaires, coupant court aux spéculations sur un départ anticipé.

• **République Tchèque/Politique. Babis renommé Premier ministre**

Le milliardaire ex-communiste tchèque Andrej Babis, dont le mouvement populiste ANO a remporté les législatives d'octobre, a été renommé hier Premier ministre par le président Milos Zeman, pour tenter de former avec les sociaux-démocrates du CSSD une coalition appuyée informellement par les communistes.